

FO exige des moyens pour faire fonctionner l'École de la République !
Non à la constatation de dégradation des conditions de travail pour les personnels !
FO revendique des conditions d'instruction dignes pour nos élèves !

Se mobiliser et lutter pour obtenir les moyens de travailler !

Lors des Comités Techniques préparant la rentrée, FO a exigé des moyens à la hauteur des besoins pour les établissements. Pour avoir refusé de répondre à cette revendication, le MEN met, dès les premiers jours de classe, les personnels face à des conditions de travail dégradées.

D'ores et déjà, ils décident la grève pour satisfaire des revendications essentielles. Ainsi au **lycée Pagnol**, mobilisé pour exiger des AED supplémentaires, et au **collège des Caillols** où, à l'initiative de la section FO et avec le soutien des parents d'élèves, un débrayage a été organisé mardi 20 septembre afin d'obtenir la nomination d'un enseignant en Segpa et le remplacement de la gestionnaire et de l'infirmière.

« Un enseignant devant chaque classe » ?

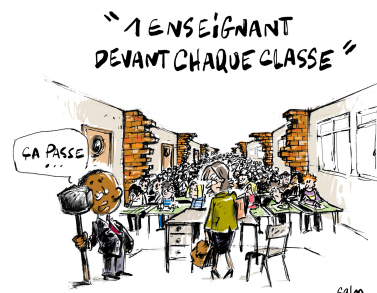
Car contrairement aux annonces officielles rassurantes, il a bel et bien manqué des enseignants lors de la rentrée. Si certaines situations sont progressivement réglées, toutes pourtant ne le sont pas et concernent un grand nombre d'établissements. Au **lycée Diderot**, 4 enseignants n'étaient toujours pas remplacés 3 semaines après la reprise des cours. Au **collège Louise Michel**, en l'absence d'un PLP « Habitat », les élèves de la Segpa sont privés de nombreuses heures de cours et compromettent leur formation. Au **collège des Chartreux**, la documentaliste absente n'est pas remplacée, empêchant ainsi un fonctionnement normal du CDI.

Les carences en personnel sont observées dans toutes les catégories en particulier parmi les personnels médico-sociaux, comme au **collège Yves Montand d'Allauch** où il n'y a pas d'infirmière dans un collège qui compte 930 élèves, ou bien encore au **lycée Saint-Exupéry** où un demi-poste de personnel infirmier n'est pas pourvu alors l'établissement est implanté dans un quartier tout particulièrement défavorisé.

FO constate en particulier que les notifications MDPH ne sont pas toutes convenablement pourvues. A titre

d'exemple, au **lycée Joliot Curie d'Aubagne**, 85 heures de notification pour des élèves en situation de handicap n'ont pas donné lieu au recrutement

nécessaire ! Dans un grand nombre d'établissements, il manque donc encore des AESH, lacune aggravée par le PIAL qui mutualise les emplois, abaissant mécaniquement les heures d'accompagnement dues aux élèves.



Existe-t-il encore des moyens de remplacement en nombre suffisant ?

Considérant le nombre de TZR et de personnels non titulaires déjà sur le terrain, FO formule des craintes pour les prochaines semaines, à l'approche de l'hiver. FO demande la convocation d'un Comité technique dans de très brefs délais, permettant aux représentants du personnel d'avoir pleinement connaissance des moyens disponibles pour garantir le remplacement.

Le SNFOLC, avec sa fédération nationale, a réclamé au ministre N'Diaye l'organisation d'un concours de recrutement extraordinaire à Bac+3. Par ailleurs, FO exige la titularisation des enseignants contractuels. Il est inacceptable qu'en période de pénurie, certains de nos collègues continuent d'être employés au fil de l'eau, sur des contrats précaires.

La hausse croissante du nombre d'élèves par classe : jusqu'où ?

Force Ouvrière dénonce la hausse croissante du nombre d'élèves observée tant en collège qu'en lycée, quel que soit le type d'établissement, sans que des moyens humains et matériels soient déployés pour garantir un accueil décent et une scolarité sereine. Au **lycée Adam de Craponne** de Salon, 150 élèves supplémentaires ont été inscrits en cette rentrée conduisant à une surpopulation qui dégrade

toujours un plus les conditions de travail de chacun. **Partout dans les lycées du département**, des classes de 1ere voire de 2de excèdent souvent les 30 élèves, voire les 35. En EP, les seuils sont fréquemment atteints voire dépassés. Cette situation tient au budget d'austérité que le ministre Blanquer a alloué à l'académie d'Aix Marseille. Dès le printemps dernier, il n'existait déjà plus aucune marge de manœuvre pour pouvoir ouvrir des classes supplémentaires dans le département !

Les DGH pour le moins étriquées distribuées aux établissements ne permettent pas de dédoubler tous les enseignements, ni même de satisfaire tous les projets définis par les personnels eux-mêmes.

FO exige des ouvertures de classes mais aussi des constructions d'établissements, ainsi dans le périmètre de recrutement du **collège « provisoire » Marie Laurencin**, afin d'offrir aux enfants de la République des conditions d'instruction dignes ! Cela vaut aussi pour les élèves du **collège André Chénier**

qui, bien qu'en phase de rénovation, accueille en cette rentrée 644 élèves, un effectif jamais atteint jusque-là !

Restitution des moyens confisqués !

Dans un tel contexte, la suppression de moyens est d'autant plus inacceptable. Ainsi au **lycée Jean Perrin** où les personnels ont appris en juin dernier que la dotation en personnel AED était amputée de deux équivalents temps plein. La section FO de l'établissement mène actuellement campagne dans l'unité pour que ces emplois soient restitués et ainsi préserver la sécurité des élèves et des personnels et garantir des conditions de travail décentes aux CPE et aux AED.

Au **collège des Caillols**, à la suite de la mobilisation du 20 septembre, ont été obtenus la nomination de personnels enseignants en Arts Plastiques, Anglais et en SEGPA. **Ce qui a été gagné par la lutte au Caillols doit pouvoir l'être partout ailleurs ! Mobilisons-nous !**

Le 25 août dernier, le président Macron déclare devant tous les Recteurs : « *trop d'élèves malheureux, trop de parents d'élèves anxieux, [...] de professeurs désabusés...* ». Mais à qui la faute ? Pour FO, la faute à tous les gouvernements successifs qui ont appliqué avec zèle leurs contre réformes qui font système.

Le 8 septembre, il revient à la charge lors du Conseil National de la Refondation auquel FO a refusé de participer : « On va changer l'Ecole, la santé, grâce à ses déclinaisons territoriales, ... C'est la méthode inaugurée à Marseille : bâtissez le projet et on finance. » Avec ses ministres Borne-Ndiaye, il confirme son projet d'instaurer un cadre territorialisé et déréglé, attentatoire au Statut des personnels et à une instruction digne de ce nom. C'est d'ailleurs précisément ce contre quoi des centaines d'écoles de Marseille se sont dressées avec l'aide de la FNEC FP-FO. L'expérimentation Macron doit être abandonnée ! Sur les retraites, le Président maintient sa contre-réforme. Pour FO, c'est NON ! Pas touche à nos retraites, maintien du code des pensions civiles et militaires !

Avec sa fédération nationale et son syndicat national, le SNFOLC 13 revendique :

- des créations de postes dans toutes les catégories, pour répondre aux besoins réels des établissements. L'abaissement des effectifs par classe est partout une nécessité !
- que les DGH permettent de mettre en place des dédoublements et des projets à l'initiative des personnels, que les remplacements soient tous assurés sans délai de carence.
- un plan de recrutement immédiat : organisation d'un concours à Bac+3, abrogation de la mastérisation, titularisation des contractuels !
- augmentation générale des salaires et sans contrepartie : +25% de point d'indice pour tous afin d'effacer les pertes de pouvoir d'achat enregistrées depuis 20 ans et restituer à la profession son attractivité.
- Abandon de l'expérimentation MACRON des écoles Marseillaises, abrogation de la loi Dussopt-Darmanin dite de Transformation de la Fonction publique et de PPCR
- Un vrai statut, un vrai salaire pour les AESH et AED
- Abrogation des réformes du Bac, du Lycée et de Parcoursup

Défendez-vous : adhérez à FO !

